

Enquête auprès des Français·es de la 2^e circonscription du Brésil

2026



INTRODUCTION

Cette enquête a pour objectif de mieux comprendre les priorités, les besoins et les difficultés rencontrés par les Français-es établis-es dans la 2^e circonscription du Brésil (états de Rio de Janeiro, Minas Gerais et Espírito Santo). Elle s'est déroulée sur 3 mois, d'août à octobre 2025. 163 personnes y ont répondu.



SOMMAIRE

Les objectifs de l'enquête	4
Principaux résultats de l'enquête	5
1. Quelles sont vos priorités ?	7
2. L'accès aux droits et à l'information	9
3. La vie démocratique	14
4. La santé et la protection sociale	17
5. Le droit à la retraite	21
6. La politique environnementale	25
7. Le coût de la vie	27
8. L'éducation, le système français et les bourses scolaires	29
9. L'emploi et l'entrepreneuriat	32
10. Les droit des femmes et des personnes LGBTQIA+	34
11. Votre avis sur le mandat	35
12. Profil des participants et vérification de l'échantillon	38
Méthodologie de l'analyse	44

LES OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

- * Mieux connaître vos priorités et comment elles vous affectent dans votre quotidien
- * Recueillir votre opinion sur l'accès à vos droits et à l'information
- * Recueillir votre niveau de satisfaction sur les services consulaires
- * Comprendre votre niveau de satisfaction sur l'action de vos représentants élu·es
- * Évaluer l'action du mandat collectif Traits-d'Union

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

La santé, la protection sociale, les services publics français à l'étranger et les droits à la retraite arrivent en tête des préoccupations (chapitre 1).



Couverture santé

L'enquête révèle d'importantes situations de fragilité (chap. 4).

58 % font face à des obstacles pour se soigner, notamment en raison du coût.

Les **conseillères et conseillers consulaires** des Français-es de l'étranger sont les élu-es qui obtiennent le plus haut **niveau de satisfaction** (chap. 3).



Les services consulaires

jugés de manière contrastée (chap.2).

40 à 47%

s'estiment globalement **insatisfaits des services consulaires.**

Communication difficile avec l'administration et sensation qu'elle a cessé d'être un service de proximité.



Vie démocratique

Même si les répondant-es se disent attaché-es au vote (chap 2 et 3), le **niveau de satisfaction vis-à-vis des élu-es reste modéré** et beaucoup n'ont jamais eu de contact avec leurs élu-es (chap. 3).



Accès aux droits

Beaucoup disent avoir des **difficultés à comprendre leurs droits**, notamment pour la retraite. Même si très anticipée, ils se heurtent à une **lacune d'information** et à une **complexité des dispositifs** (chap. 5).

Seuls 10,4%

déclarent être affiliés à la **CFE**. Preuve que le dispositif n'est pas adapté aux besoins (chap. 4).

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Réchauffement climatique

77,3 %

estiment que la France n'agit pas suffisamment contre le **réchauffement climatique** (chap. 6).



Coût de la vie

18,1%

déclare être en difficulté ou en grande **difficulté financière**.

La part importante de personnes précaires, ou pouvant le devenir en cas d'imprévu, doit nous convoquer à travailler collectivement pour renforcer les mécanismes de solidarité (chap. 7).



Éducation

L'éducation française, pourtant mise en avant par l'administration, **est loin d'être considérée comme universelle** :

La **difficulté d'accès aux bourses**, le coût élevé et l'absence d'établissements dans certaines régions sont pointés du doigt (chap. 8).



Emploi et Entreprenariat

Les personnes préoccupées par l'emploi et l'entreprenariat souhaitent être **mises en relation avec les entreprises françaises** implantées dans la région (chap. 9).



Evaluation du mandat

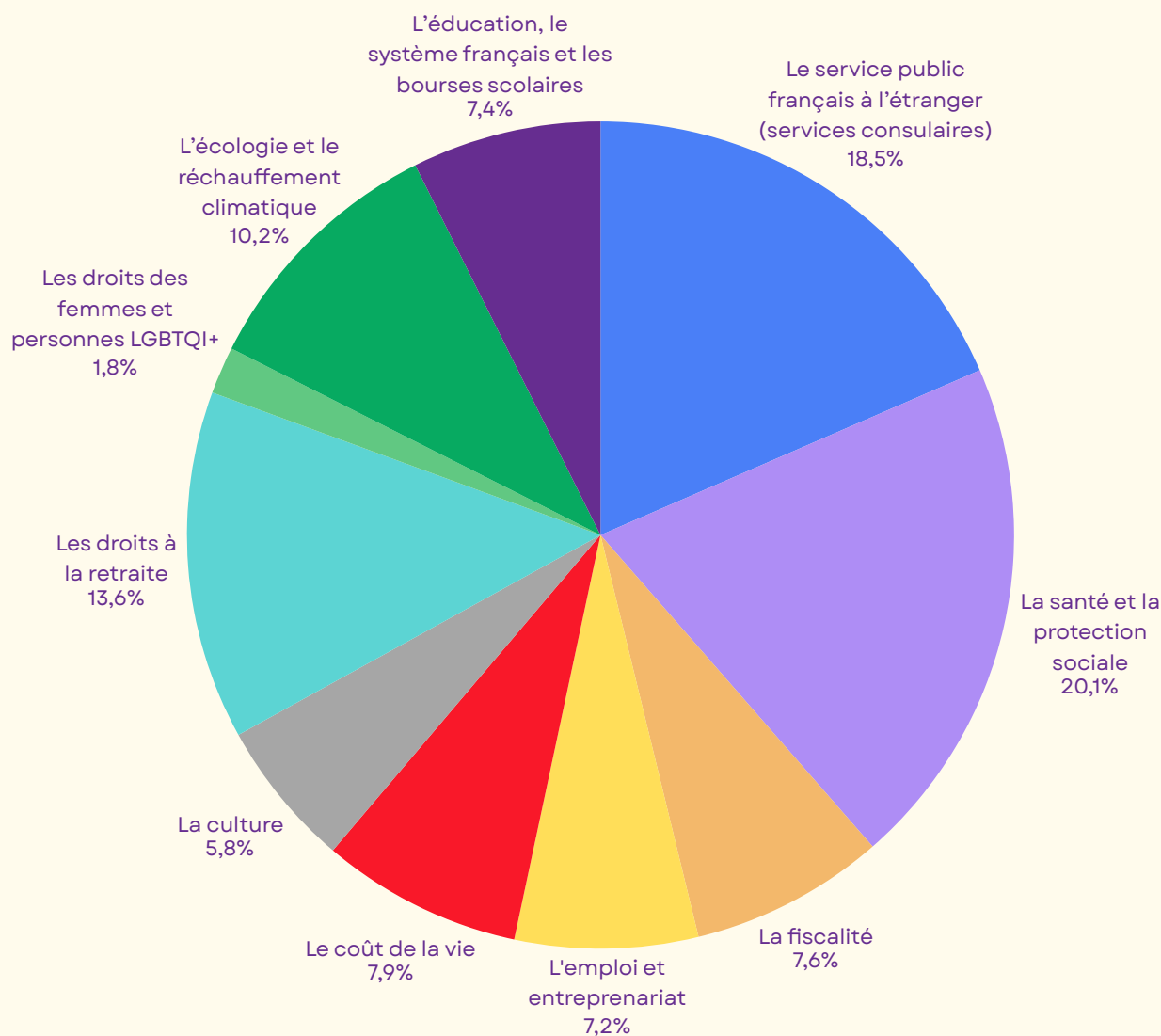
Le niveau de satisfaction sur le travail de **Traits-d'Union** prime largement sur le niveau d'insatisfaction. La **qualité des informations communiquées** a reçu le plus de réponses positives (chap. 12).

L'échantillon de l'enquête est **pertinent** car le profil des répondant-es est proche de celui des personnes inscrites sur la liste électorale, malgré quelques sur-représentations (chap. 11).



1. QUELLES SONT VOS PRIORITÉS ?

Graphique 1 : Répartition des priorités exprimées par les répondant-es



La première question du questionnaire propose d'identifier les 3 sujets qui tiennent le plus à cœur. Ce choix initial structure l'ensemble de l'enquête, car il conditionne les questions proposées ensuite aux participant-es.

La répartition des réponses met en évidence une diversité de préoccupations.

Trois priorités se distinguent nettement :

- La santé et la protection sociale (20,1%)
- Les services publics français à l'étranger, notamment consulaires (18,5 %)
- Les droits à la retraite (13,6 %)

Ces résultats suggèrent que les répondant-es accordent une importance centrale à la sécurité institutionnelle, aux garanties sociales et au service public.

D'autres thématiques, bien que moins dominantes, demeurent significatives :

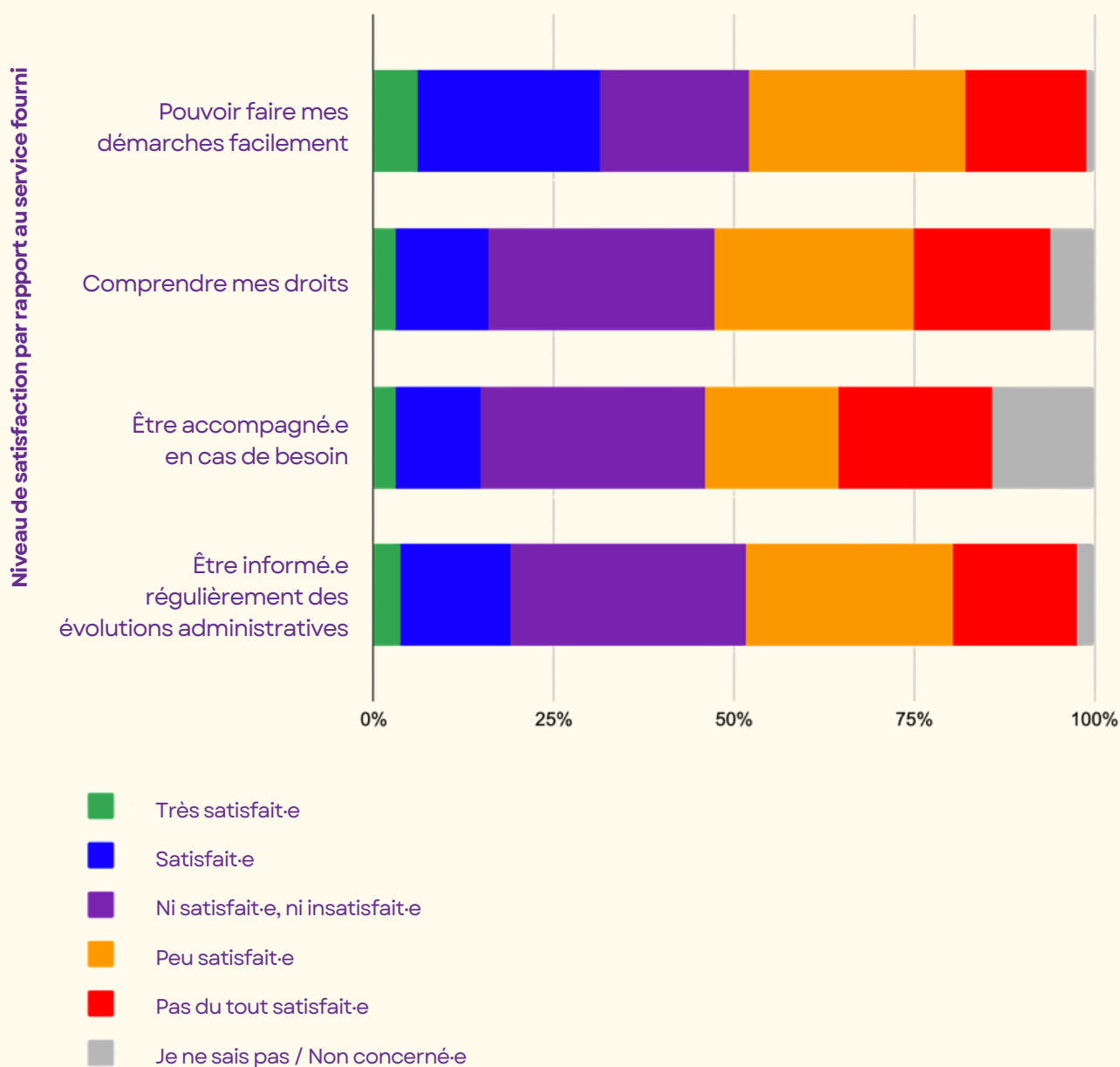
- L'écologie (10,2 %)
- Le coût de la vie (7,9 %)
- L'éducation (7,4 %)
- L'emploi et l'entrepreneuriat (7,2%)



2. L'ACCÈS AUX DROITS ET À L'INFORMATION

Graphique 2 : Niveau de satisfaction concernant l'accès aux droits et à l'information

Pour chacune de ces priorités, comment évaluez-vous les services consulaires pour les Français du Brésil ?



Les réponses “peu satisfait” et “ni insatisfait ni satisfait” ressortent le plus nettement, et ce dans l’ensemble des services évalués. **Le niveau d’insatisfaction oscille entre 40 % et 47 %**, ce qui en fait la tendance dominante. **Et pour 3 réponses sur 4, le niveau de satisfaction est minoritaire, compris entre 15 % et 19 %.**

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cette insatisfaction. **Les restrictions budgétaires successives ont eu des répercussions sur les moyens humains et matériels des consulats : réduction des effectifs, fermeture de la permanence téléphonique, allongement des délais de réponse. Ces éléments nourrissent un sentiment de moindre accessibilité des services publics à l’étranger.**

Le seul pic de satisfaction s’observe pour la possibilité de faire ses démarches facilement avec un total de 31% (“très satisfait” et “satisfait”). Cette réponse est à mettre en lien avec **certains effets positifs de la dématérialisation des services consulaires**. La possibilité d’effectuer des démarches en ligne réduit les contraintes logistiques (déplacements, temps d’attente, prise de rendez-vous) et peut améliorer l’expérience administrative pour une partie des usager·es.

Toutefois, cette évolution numérique traduit d’importantes inégalités. Les plateformes ne sont pas adaptées à la diversité des profils, notamment les personnes bi-nationales ou celles dont les situations administratives sont complexes. Des obstacles linguistiques, techniques ou liés à l’absence de certains documents requis deviennent alors de véritables freins à l’accès des droits, lorsque les démarches deviennent un peu plus complexes.

Plusieurs témoignages reflètent la sensation que les services consulaires ont cessé d’être un service de proximité, voire un lieu de socialisation où l’on peut cultiver son lien avec la France :

L’un d’eux note que :



Le consulat, malgré la compétence des fonctionnaires, pâtit du manque de moyens : peu d’horaires d’ouverture, peu de canaux de communication, très peu de soutien social ou culturel.

- Un homme entre 45 et 59 ans.

D'autres mettent en avant une dégradation perçue de la relation avec l'administration depuis la pandémie :



Les services consulaires en personne à Rio sont devenus bureaucratiques et procéduriers. Le personnel y est très froid.

- Un homme entre 35 et 49 ans.

Les **difficultés de communication** sont un point récurrent dans les réponses, évoquant des démarches longues, ainsi qu'un sentiment d'isolement face à l'administration :

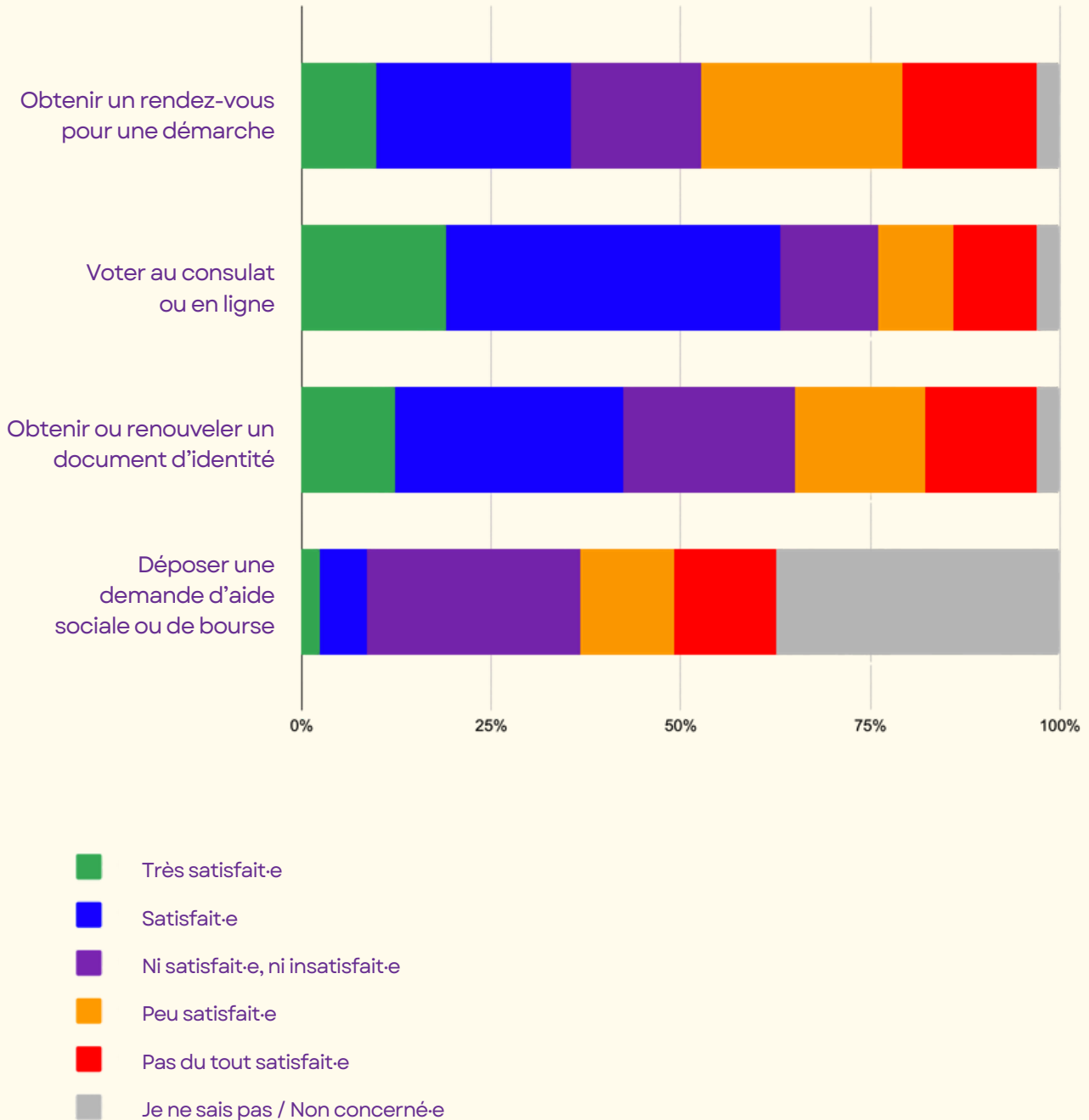


J'ai beaucoup de mal à entrer en contact avec le consulat. Les démarches administratives sont très lentes et peu transparentes. Ils ne répondent pas toujours aux e-mails d'information envoyés et il n'y a pas d'autres moyens de communication.

- Une femme de 60 ans ou plus..

Graphique 3 : Niveau de satisfaction sur des services consulaires

Comment évaluez-vous votre niveau de satisfaction concernant les services suivants ?



Lorsqu'on rentre dans le détail des démarches, on remarque que les réponses varient selon le type de demande. **Voter au consulat ou en ligne, recueille le plus haut niveau de satisfaction avec 63%** (“très satisfait” et “satisfait”). Vient ensuite **l'obtention ou le renouvellement d'un document d'identité avec 42% de satisfaction** générale (“très satisfait” et “satisfait”).

Un résultat en demi-teinte car **les délais de réception des documents d'identité s'allongent**. C'est un point de tension régulièrement mentionné, contribuant à une perception mitigée de l'efficacité administrative.



Aujourd'hui, il faut environ 3 mois pour obtenir un document d'identité au consulat, alors qu'en France c'est quelques semaines”

Mélanie Montinard, *conseillère des Français-es de l'étranger dans la circonscription.*

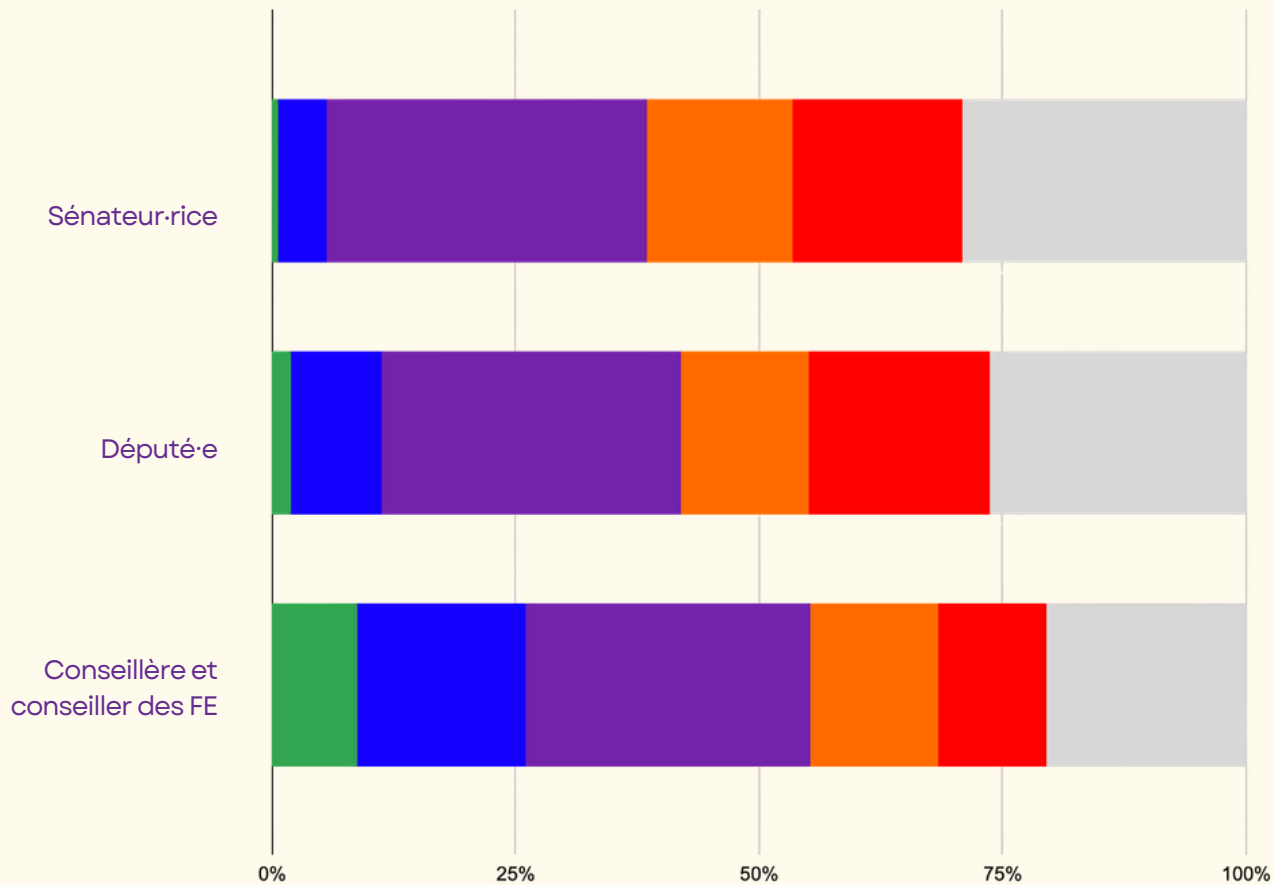
Le principal problème se trouve au niveau des demandes d'aides sociales ou de bourses. Seules **14% des personnes concernées s'estiment globalement satisfaites** (“très satisfait” et “satisfait”). Plusieurs explications existent. D'abord **la baisse des budgets alloués**, entraînant la restriction de certains critères d'éligibilité et donc l'exclusion de plusieurs bénéficiaires.

Deuxièmement, **le dysfonctionnement manifeste de certaines plateformes comme SCOLAIDE pour le dépôt de demandes de bourses.** Malgré les alertes répétées des élus, des familles et des agents consulaires, l'AEFE ne prend pas en compte ces difficultés. Il convient ainsi de souligner que ces transformations numériques relèvent principalement de décisions nationales. **Les consulats en subissent les répercussions dans leur fonctionnement quotidien**, sans en être à l'origine.

¹ Il s'agit de 14% des personnes qui ont donné leur avis à la question “déposer une demande d'aide sociale ou de bourse”. Pour cela nous avons retiré 61 réponses de personnes qui ont répondu “non concerné”.

3. LA VIE DÉMOCRATIQUE

Graphique 4 : Niveau de satisfaction envers les élu·es

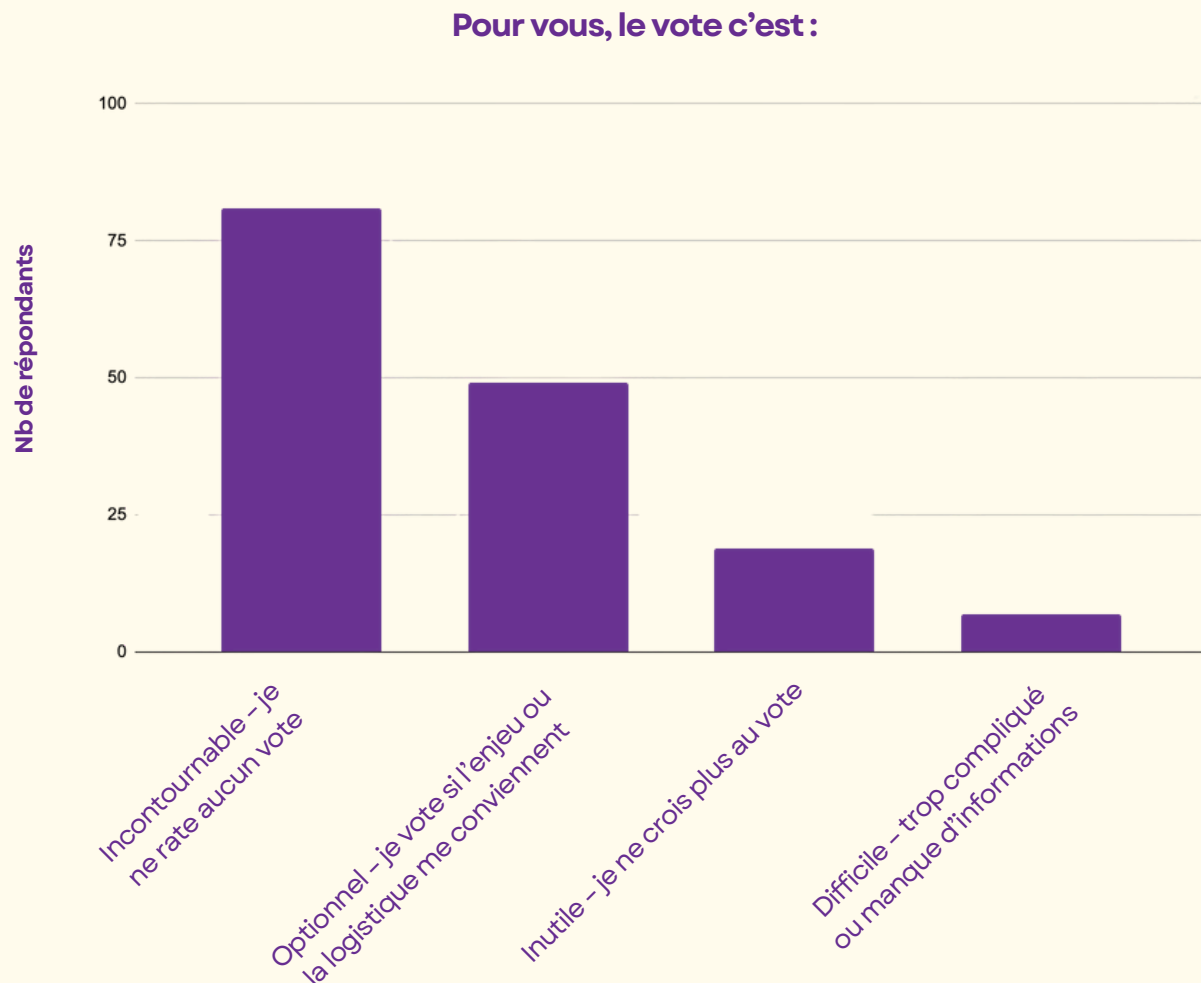


- Très satisfait-e
- Satisfait-e
- Ni satisfait-e, ni insatisfait-e
- Peu satisfait-e
- Pas du tout satisfait-e
- Je ne sais pas / Non concerné-e

Les résultats montrent que, **pour les trois types de mandats**, la réponse la plus fréquente est “ni satisfaite, ni insatisfaite” (entre 29 % et 33 %). Cela traduit **une opinion plutôt neutre des répondant-es vis-à-vis de leurs élu-es**. Une part importante des personnes indique également n’avoir jamais eu d’échanges avec les élus : 29 % pour les sénateurs, 26 % pour les députés et 20 % pour les conseillères et conseillers des Français-es de l’étranger (FE). Cela montre **qu’il existe encore une distance entre les citoyen-nes et leurs représentants, même si les élus locaux (conseillères et conseillers des FE) semblent être plus accessibles ou plus souvent contactés**.

Ce sont d’ailleurs **les conseillères et conseillers des FE qui obtiennent le meilleur niveau de satisfaction** : 26 % des répondant-es se disent “très satisfaits” “satisfaits”, contre 11 % pour la députée et seulement 6 % pour les sénateurs. À l’inverse, le taux d’insatisfaction (“peu satisfait” ou “pas du tout satisfait”) est plus élevé pour les sénateurs et députés (32 %) que pour les conseillers des FE (24 %).

Graphique 5 : rapport des répondants au vote



Concernant le vote, **une large majorité des répondant-es considère qu'il est incontournable et déclare ne rater aucun vote.** Mais une part non négligeable indique voter seulement si les conditions sont favorables (enjeu ou logistique). En effet, à l'étranger, il faut parfois dépenser beaucoup d'argent pour se déplacer à l'urne en l'absence d'autres possibilités. Les personnes qui ne croient plus au vote ou qui le trouvent trop compliqué restent minoritaires.

Soulignons qu'il existe probablement un biais dans ces résultats : les personnes ayant répondu au questionnaire sont sans doute celles qui s'intéressent déjà davantage à la vie démocratique française. Les résultats reflètent donc surtout l'opinion d'un public déjà engagé.

Tableau 1 : Note sur les services consulaires et les élu·es

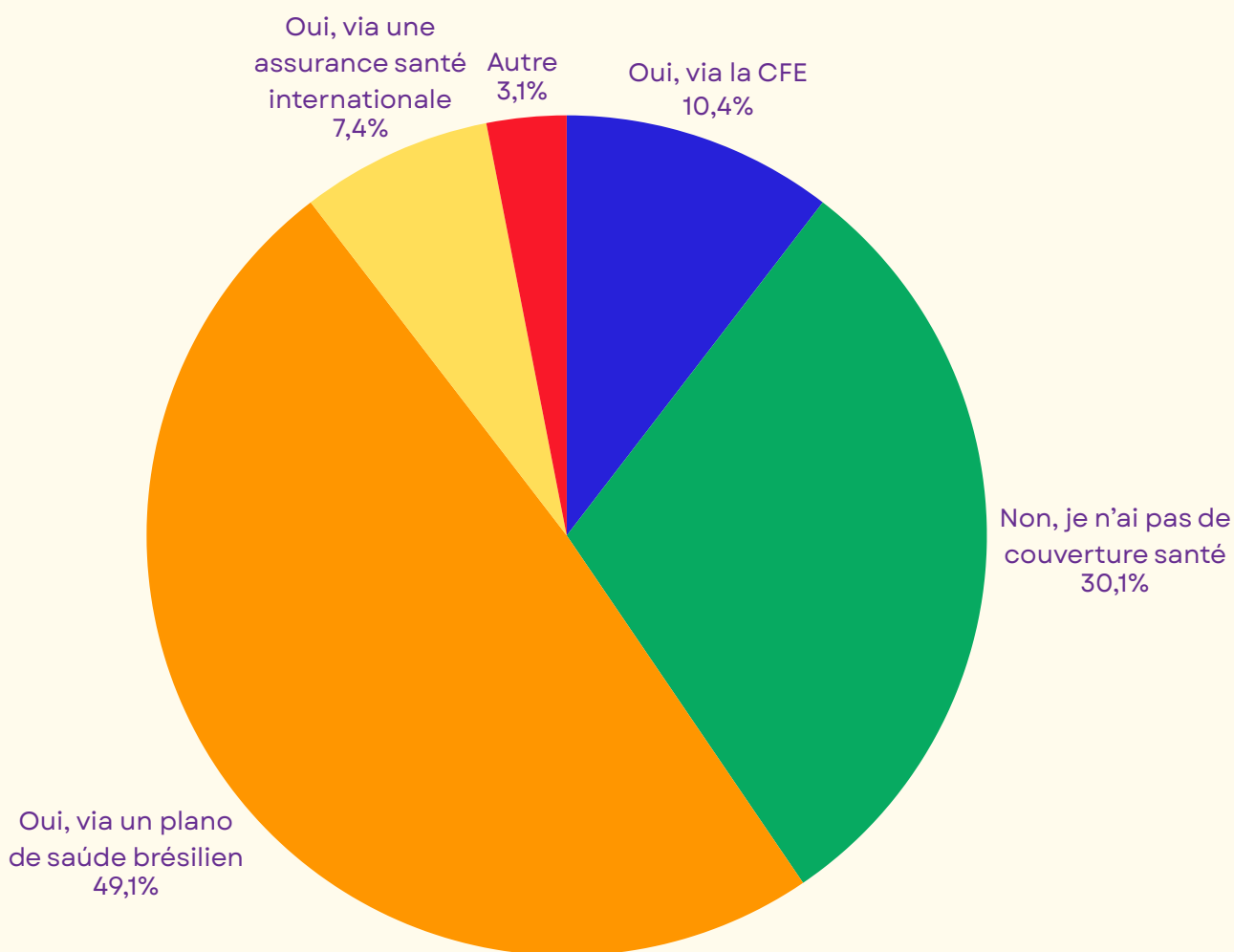
SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 5 : (5 étant la meilleure note)	NOTE ATTRIBUÉE AUX SERVICES CONSULAIRES	NOTE SUR LE SENTIMENT DE REPRÉSENTATION DÉMOCRATIQUE (SÉNATEURS, DÉPUTÉS, CONSEILLERS DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER)
Moyenne	3,02	2,8
Médiane	3	3

Les notes attribuées aux services consulaires et au sentiment de représentation démocratique sont relativement proches autour d'**une moyenne de 3, ni bonne, ni mauvaise.** On observe toutefois une note moyenne légèrement meilleure pour les services consulaires que pour les élu·es. Ce léger décalage s'explique par le fait que la note minimale (1) a été attribuée environ deux fois plus souvent aux élu·es qu'au consulat.

■

4. LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE

Graphique 6 : répartition des répondant-es selon leur couverture santé



Les résultats mettent en évidence **une forte hétérogénéité des situations en matière de protection de la santé**. Presque la moitié des répondant-es (49,1 %) déclare avoir un plan de santé brésilien, preuve d'une **intégration importante dans le système local d'assurance privée**. Cependant, un chiffre retient particulièrement l'attention : **30,1 % des répondant-es ne disposent d'aucune couverture santé**.

Ce taux est significatif et soulève une problématique majeure. Il peut être mis en lien avec les situations de précarité évoquées dans l'enquête. Dans ce contexte, ces personnes se soignent grâce au Sistema Único de Saúde (SUS), le système public brésilien, qui, bien que gratuit, universel et proposant un service de qualité, est saturé et avec de faibles moyens.



J'utilise les services du SUS (encore heureux qu'il existe!). Quand je vais en France, comme il faut avoir vécu 3 mois en France pour demander la carte Vitale, je n'utilise pas les services de santé français.

- Une femme retraitée de plus de 60 ans.

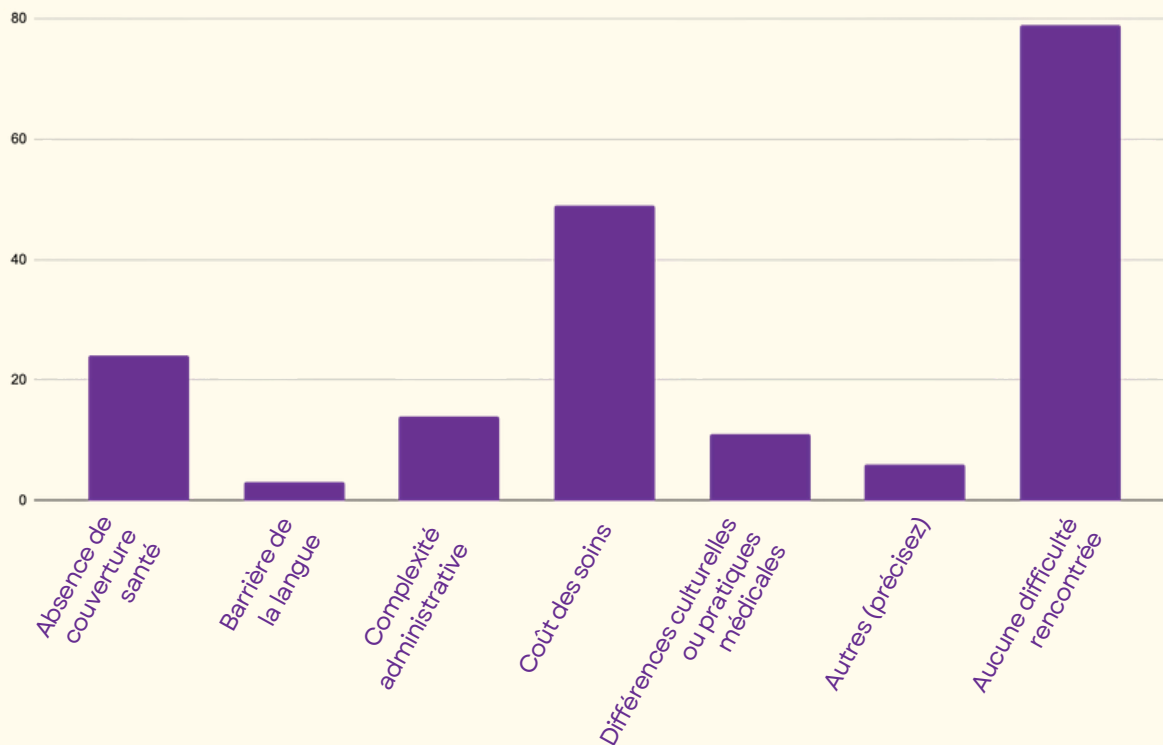
Cette citation souligne également **les contraintes administratives liées à la réouverture des droits en France**, ce qui les pousse à rester au Brésil pour se soigner.

Par ailleurs, **seuls 10,4 % des répondant-es déclarent être affilié-es à la Caisse des Français de l'Étranger (CFE)**. En l'absence d'accord de prise en charge du tiers payant avec des hôpitaux brésiliens, ce chiffre suggère que **l'offre de la CFE est peu accessible ou insuffisamment avantageuse** par rapport aux alternatives locales. Le coût des cotisations ou des prises en charges proposées peuvent constituer des freins à l'adhésion.



Graphique 7 : difficultés rencontrées pour accéder aux soins au Brésil

Avez-vous rencontré des difficultés pour accéder à des soins au Brésil ?
Si oui, lesquelles ?



Si **42 % des répondant-es indiquent ne pas rencontrer de difficulté** pour accéder aux soins, inversement **58 % déclarent faire face à des obstacles**. Cette proportion majoritaire est préoccupante et révèle une fragilité significative dans l'accès effectif aux soins. Parmi les difficultés mentionnées, le **coût des soins est l'obstacle principal, cité dans 46 % des cas.** ²

Cela renvoie à la proportion importante de personnes ne disposant pas de couverture santé. Le prix élevé des consultations spécialisées ou des plans de santé est un facteur d'exclusion, surtout pour les retraité-es ou les personnes précaires.



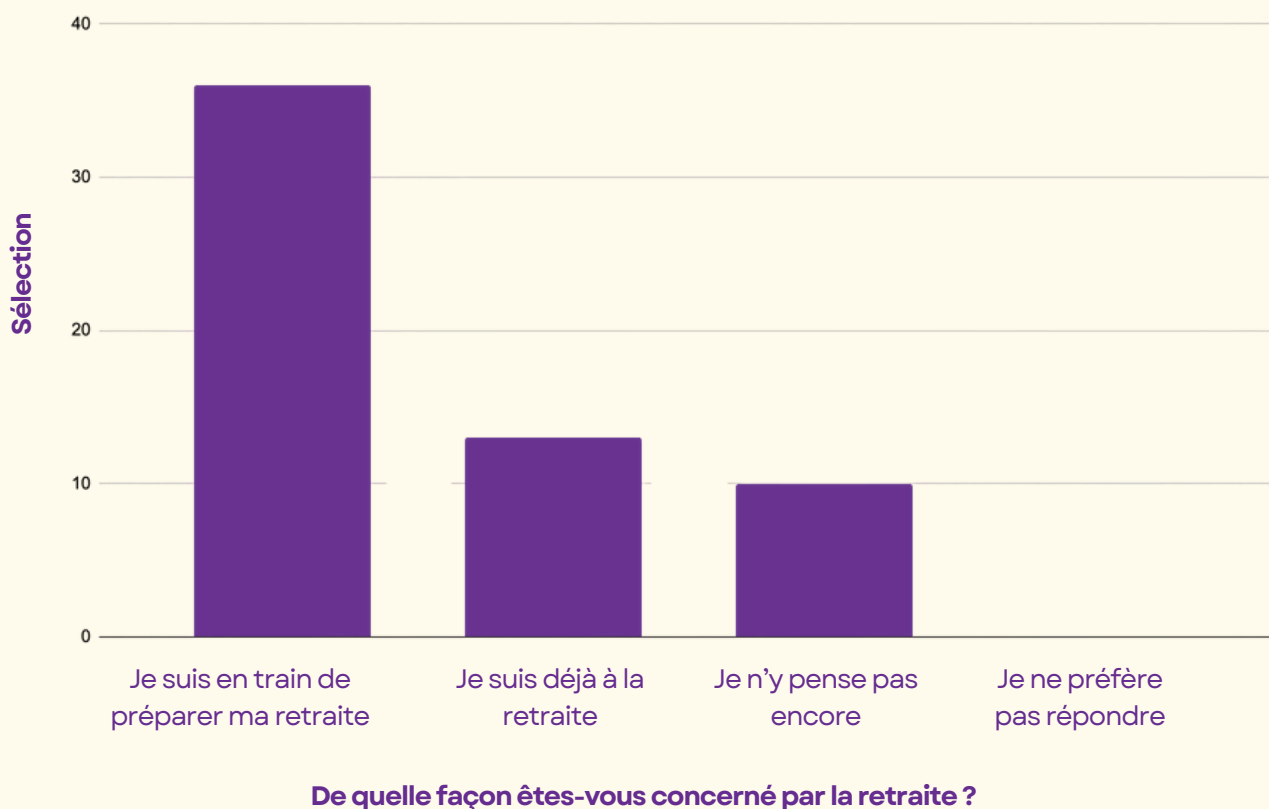
Lorsque l'on dépasse les 60 ans, le coût d'un plan de santé privé devient trop élevé pour une personne retraitée. Le SUS est très efficace pour les petits problèmes de santé, mais pour obtenir un spécialiste, cela peut prendre des mois, voire des années."

- Un homme de plus de 60 ans.

² Basé sur un univers ramené à 107 personnes, en excluant les réponses "aucune difficulté".

5. LE DROIT À LA RETRAITE

Graphique 8 : rapport des répondant·es à la retraite

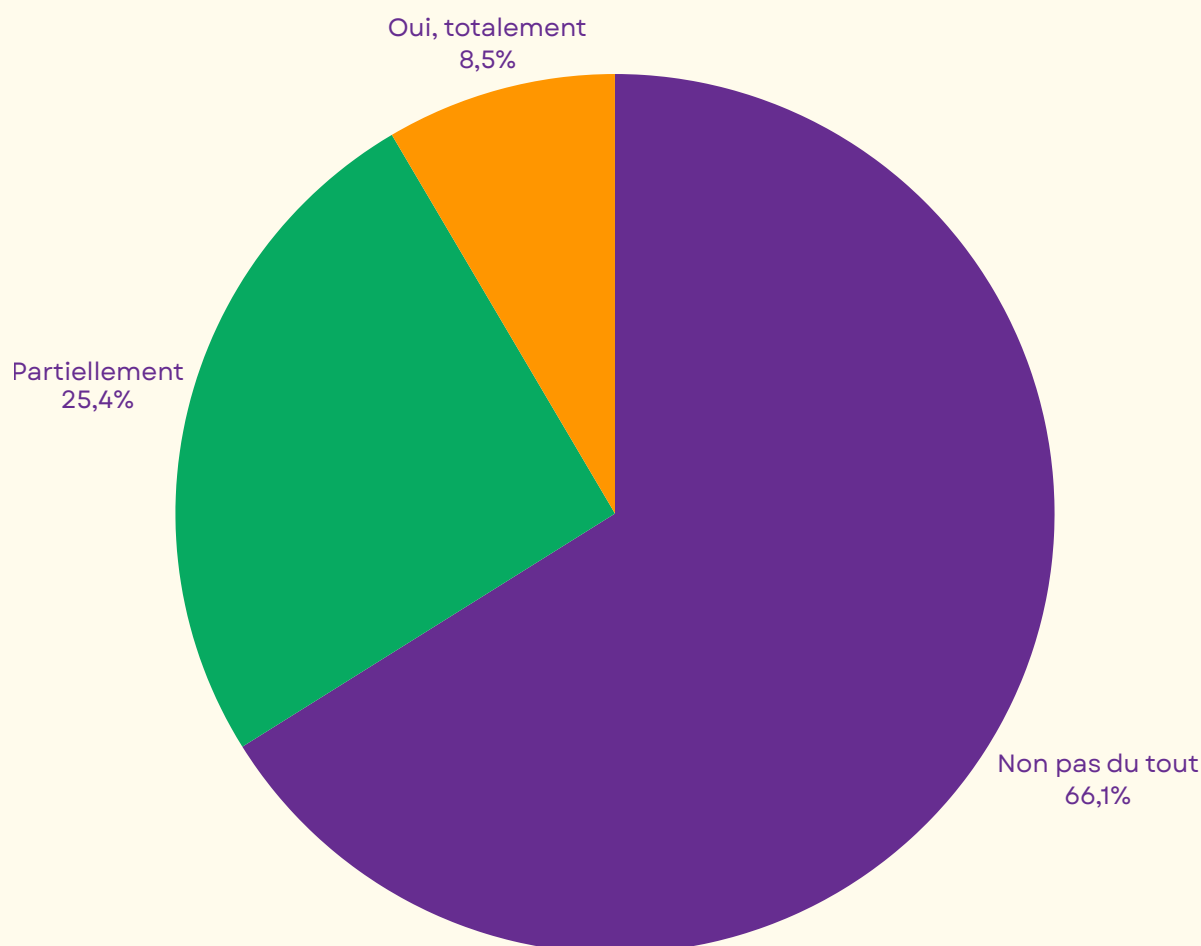


La majorité des répondant·es indique être en train de préparer sa retraite, tandis qu'une part plus réduite est déjà retraitée ou n'y pense pas encore.

La retraite apparaît donc comme **un enjeu d'anticipation porté par des personnes encore en activité**. Elle constitue moins une problématique de gestion immédiate qu'un sujet stratégique de préparation, particulièrement dans un contexte de parcours professionnels internationaux. En effet aujourd'hui, dans les cas les plus simples, il faut compter **un délai de 2 ans pour obtenir sa retraite** si l'on a travaillé en France et au Brésil.

Graphique 9 : niveau d'information perçu sur les droits à la retraite des Français-es vivant au Brésil

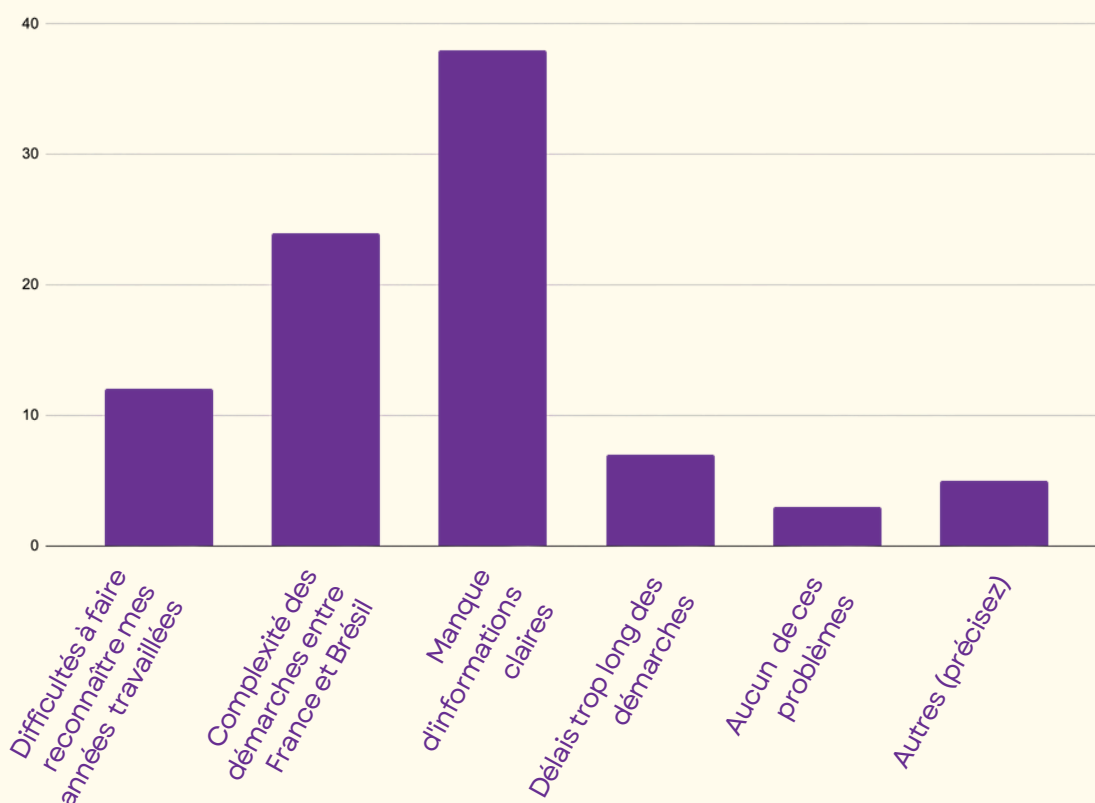
Pensez-vous être suffisamment informé-e sur vos droits à la retraite en tant que Français-e vivant au Brésil ?



Une large majorité (91,5 %) estime ne pas être suffisamment informée sur ses droits à la retraite. Seule une minorité (8,5 %) se considère totalement informée.

Ce décalage est significatif : alors même que les répondant-es anticipent leur retraite, ils et elles déclarent manquer d'informations claires pour la préparer efficacement. A cela s'ajoute **l'incertitude grandissante causée par les réformes des retraites à répétition** qui allongent à chaque fois la durée du temps de travail en réduisant le montant des allocations.

Graphique 10 : problèmes rencontrés par les répondant-es dans leurs démarches liées à la retraite



Avez-vous déjà rencontré l'un des problèmes suivants en lien avec la retraite ?

Le manque d'informations claires est le principal problème cité, devant la complexité des démarches entre la France et le Brésil et les difficultés de reconnaissance des années travaillées. **Le déficit d'information va au-delà du simple ressenti : il se traduit concrètement par des obstacles dans les démarches administratives.**



Il faut être très proactif pour comprendre le système. Il ne devrait pas être nécessaire de recourir à des conseils externes pour avancer sur ce sujet très important, l'information devrait être disponible sur le site du consulat avec des guides adaptés.

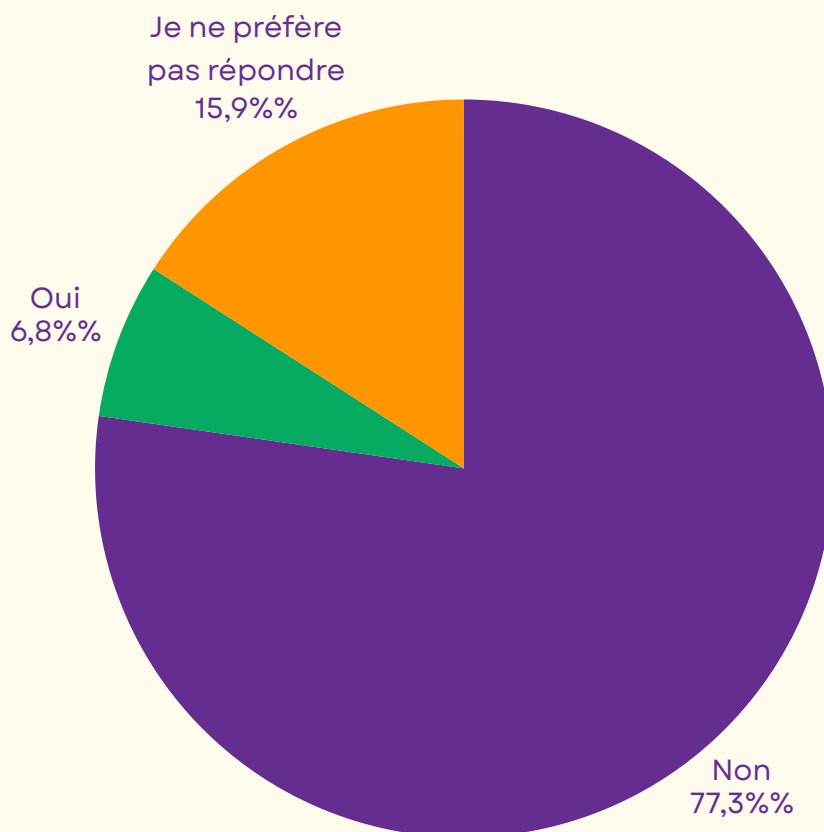
-Un homme dans la vie active entre 45 et 59 ans.

Ces problèmes sont aggravés par **le fait que tous les dispositifs en ligne ne sont toujours pas accessibles aux Français-es de l'étranger**. C'est le cas du **site Info Retraite**, censé être un outil de simplification des démarches pour préparer sa retraite. **Il ne fonctionne pas si votre adresse est hors de France.**

6. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Graphique 11 : considérations sur l'action climatique du Gouvernement français

Considérez-vous que la France agit suffisamment pour lutter contre le réchauffement climatique dans le monde ?



77,3 % estiment que la France n'agit pas suffisamment contre le réchauffement climatique, contre seulement 6,8 % qui considèrent son action suffisante. Cette perception critique est renforcée par les commentaires qui évoquent un *“recul législatif des dernières années”*, un *“retour en arrière récent dans les projets préservant l'environnement”* ou encore la *“réintroduction de pesticides dangereux”*. Certains mentionnent également des accords internationaux jugés insuffisamment contraignants sur le plan environnemental, ainsi qu'un *“backlash général anti-écologique”*.

Dans le même temps, les réponses soulignent que “la France a un rôle important à jouer sur la scène internationale pour son engagement écologique”, ce qui traduit une attente forte à l’égard de l’État. L’ensemble met ainsi en évidence **un décalage perçu entre le rôle international attendu de la France et l’évaluation, majoritairement négative, de son action actuelle.**

Une autre dimension qui n’est pas ignorée par les citoyen·nes :

“

Beaucoup d’entreprises françaises installées au Brésil contribuent à la dégradation de l’environnement”.

-Une femme de 60 ans ou plus

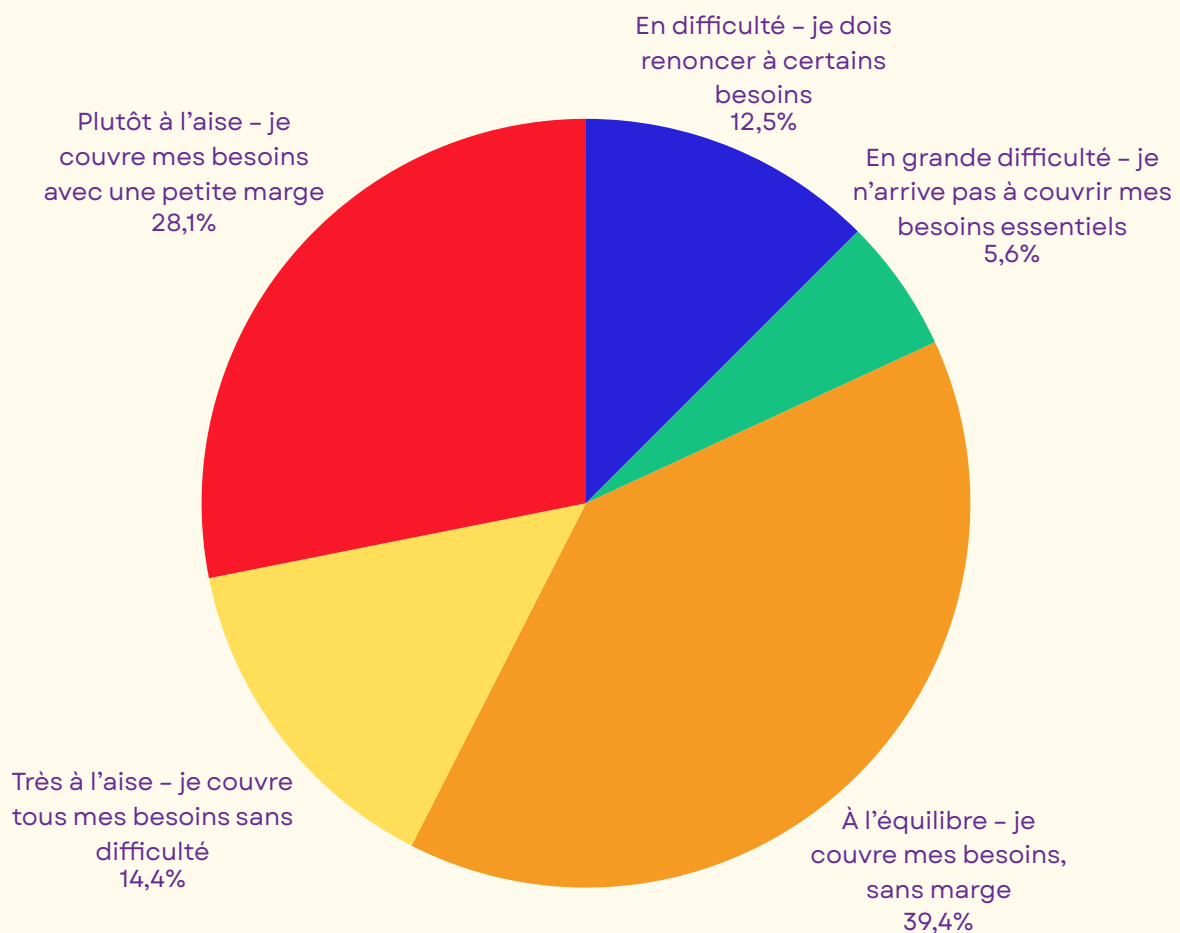
C’est le cas en effet de multinationales françaises comme Engie, EDF, Vinci ou Total qui construisent des mégaprojets sur des terres de populations autochtones ou des écosystèmes protégés, mais aussi le groupe bancaire BNP Paribas et les supermarchés Casino et Carrefour, qui continuent de favoriser les activités de déforestation en Amazonie.



7. LE COÛT DE LA VIE

Graphique 12 : Situation financière déclarée des Français-es vivant au Brésil

Comment vous situez-vous actuellement par rapport à vos besoins financiers ?



Une majorité relative des répondant-es se situe dans une situation stable : 42,5 % se déclarent plutôt à l'aise ou très à l'aise financièrement, tandis que 39,4 % indiquent être à l'équilibre, sans marge de sécurité. Cependant, près d'un cinquième (18,1 %) déclare être en difficulté ou en grande difficulté, ce qui révèle une fragilité non négligeable au sein de la communauté.

Si la situation globale apparaît majoritairement stable, la part importante de personnes précaires, ou pouvant le devenir en cas imprévus, doit nous interpeller (d'autant que le niveau de vulnérabilité de notre communauté est certainement sous-représenté dans ce type d'enquête, car les personnes concernées sont souvent les plus isolées). Et ce, en tenant aussi compte du fait que notre circonscription fait partie des dix plus importantes au monde en nombre d'allocataires sociaux.

Ce constat plaide pour une revalorisation des aides sociales destinées à notre circonscription. Il nous convoque aussi à travailler collectivement pour renforcer les mécanismes de solidarité entre Français·es.



8. L'ÉDUCATION, LE SYSTÈME FRANÇAIS ET LES BOURSES SCOLAIRES

Tableau 2 : Le lien à l'éducation des répondant-es

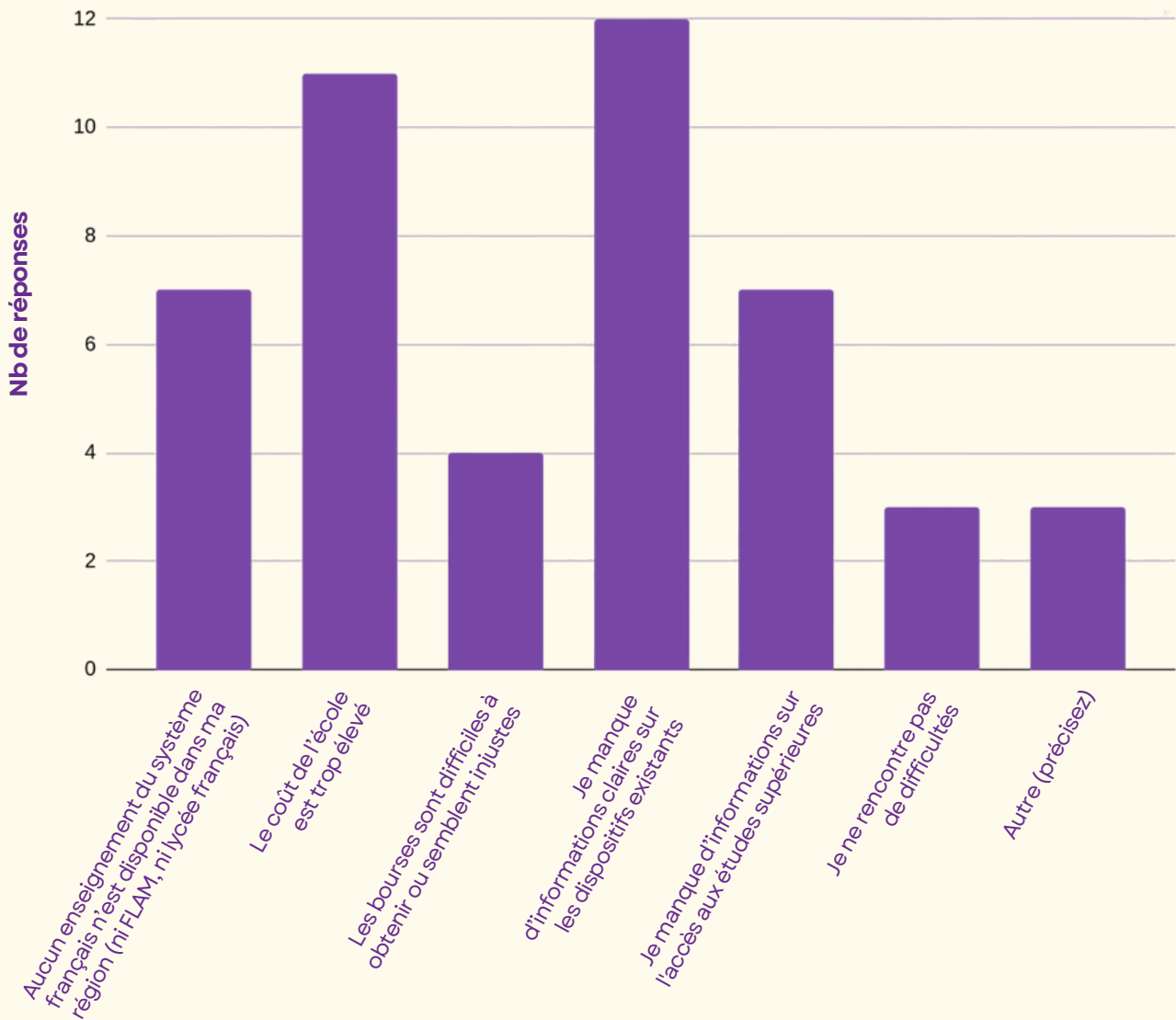
LE LIEN À L'ÉDUCATION	NOMBRE DE RÉPONSES
Pas de lien cité avec l'éducation mais estime que c'est important	17
Parent d'élève inscrit dans un établissement scolaire français	10
Élève ou ancien élève de langue française et/ou dans un établissement scolaire français	3
Bénéficiaire du dispositif FLAM	1
Enseignant ou personnel travaillant dans un établissement scolaire français	1
Enseignant de français langue étrangère (FLE)	0

La majorité des participant-es n'a pas de lien direct avec l'éducation française, tout en considérant cette thématique comme importante. Cela indique que **l'éducation est perçue comme un enjeu collectif, au-delà des situations personnelles.**

Parmi les répondant-es directement concerné-es, **les parents d'élèves inscrits dans un établissement scolaire français constituent le groupe le plus représenté.** Cette répartition peut suggérer que les attentes liées à l'éducation reposent principalement sur des enjeux de continuité d'accès, mais aussi sur une vision plus large de **l'éducation comme pilier de la présence française à l'étranger.**

Graphique 13 : problèmes rencontrés face à l'éducation

Quels problèmes rencontrez-vous avec l'enseignement ?



On constate que **les difficultés liées au manque d'information sur les dispositifs existants**, représentent le plus grand nombre de réponses. Plusieurs répondant-es expriment *“je n'ai pas reçu d'information sur les programmes existants”* ou d'autres **pointent l'inégalité d'accès** à cause d'absence d'établissement et français à proximité : *“Il est nécessaire d'avoir des écoles françaises plus accessibles”*.

De plus, il ressort une grande **complexité du système de bourses scolaires**, et un sentiment d'injustice face aux attributions :

“

L'accès aux bourses est assez confus. Les documents exigés ont changé et chaque année c'est une torture pour tout fournir quand on n'est pas salarié.

-Un homme de 60 ans ou plus.

“

Notre revenu ne nous permet pas de bénéficier d'une bourse et nous devons assumer 100% du coût, c'est un effort très important, notre premier poste de dépense.

-Un homme entre 45 et 59 ans.

De même pour les attributions dans l'enseignement supérieur :

“

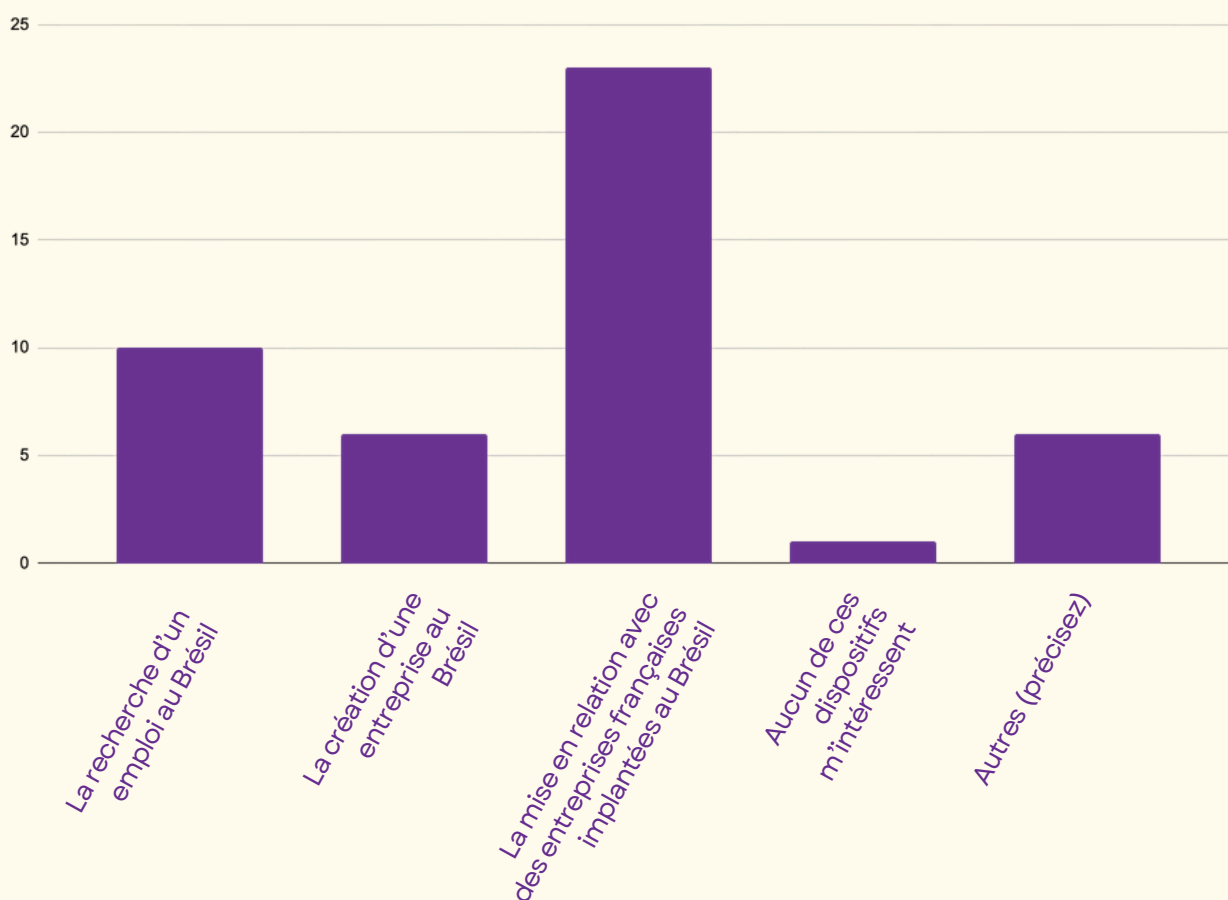
Il existe un décalage entre le système d'appréciation des bourses et les revenus des parents quand les élèves sont au Brésil et quand ils vont faire leurs études supérieures en France.

-Un homme de 60 ans ou plus.

9. L'EMPLOI ET L'ENTREPRENARIAT

Graphique 14 : Besoins en matière d'emploi et entrepreneuriat

Seriez-vous intéressé-e par un accompagnement proposé par le consulat dans les domaines suivants :



Ce graphique montre les demandes spécifiques des **7,2% de répondant·es ayant identifié l'emploi et l'entrepreneuriat comme priorité**. Les résultats montrent que l'attente principale porte sur la mise en relation avec des entreprises françaises implantées au Brésil, qui arrive nettement en tête devant l'aide à la recherche d'emploi et à la création d'entreprise. Ce point est intéressant car il montre que **le réseau économique français au Brésil pourrait être davantage mis à contribution pour venir en aide aux autres concitoyen·nes français·es**.

Les commentaires libres viennent compléter ce ressenti. Certains estiment, par exemple, que **la liste consulaire de professionnels** (psychologues, psychanalystes, etc.) **fonctionne de manière peu ouverte** : *“la liste est discriminatoire”, “ce sont toujours les mêmes professionnels qui sont nommés”, et “on peut faire la demande mais on n’a pas la chance de faire partie”*.

Le profil des Français au Brésil est aussi souvent composé de nouveaux entrepreneurs qui cherchent à s'implanter. **L'aide aux nouvelles entreprises françaises apparaît donc comme une nécessité à renforcer**.



Ne serait-il pas judicieux de créer un système de recherche et offres d'emploi qui serait divulgué tous les quinze jours à travers des listes de contacts des inscrits au consulat ?

-Un homme de plus de 60 ans installé depuis plus de 20 ans au Brésil.

10. LES DROIT DES FEMMES ET DES PERSONNES **LGBTQIA+**

Le nombre de répondant·es à cette question est malheureusement trop bas pour que nous puissions les analyser de manière représentative. Les réponses font néanmoins apparaître des **besoins en matière de santé, de droits reproductifs et de protection contre les violences, ainsi que d'accompagnement à la parentalité à l'étranger**. Une problématique peu abordée mais significative émerge également dans les réponses libres, notamment à travers la mention du droit des familles **homoparentales**, qui souligne la nécessité d'une approche plus inclusive des situations familiales.

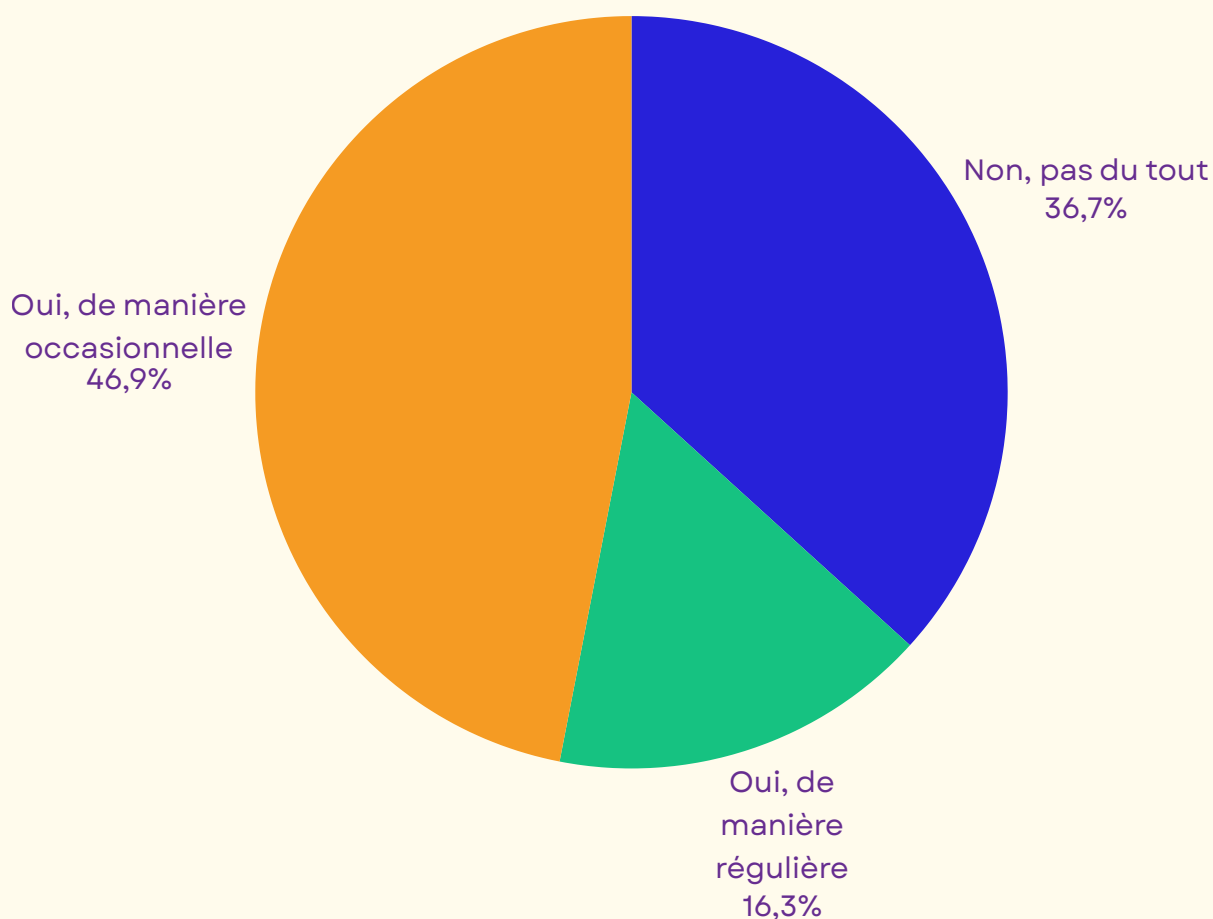


11. VOTRE AVIS SUR LE MANDAT

Pour finir, 98 personnes ont accepté de nous donner leur vision du mandat consulaire collectif Traits-d'Union. Nous constatons que **les informations du mandat devraient être diffusées de manière à atteindre plus régulièrement les personnes intéressées.**

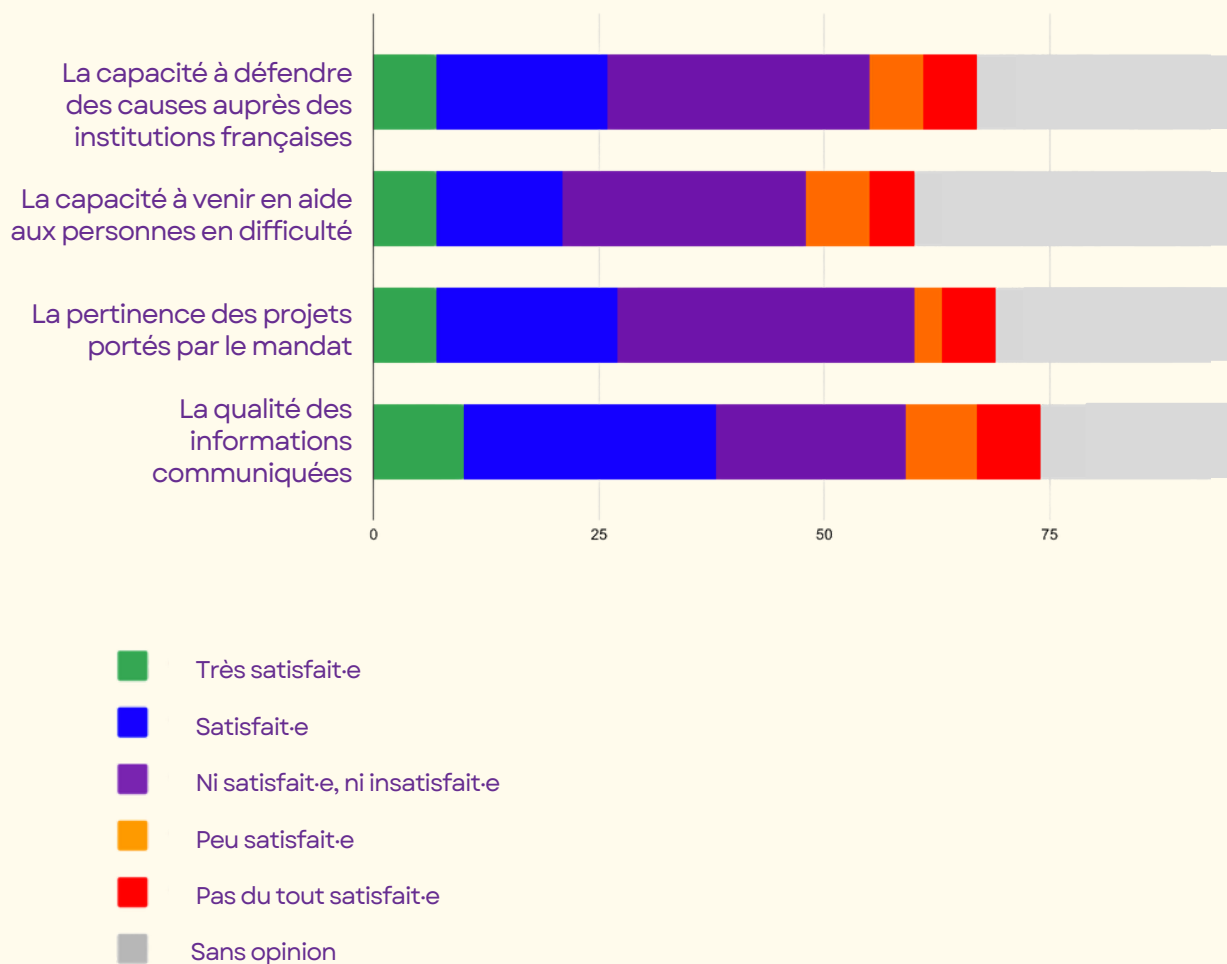
Graphique 15 : suivi des activités du mandat

Avez-vous suivi les activités du mandat ces dernières années ?



Graphique 16 : satisfaction vis-à-vis des actions du mandat sur la période 2021 - 2026

Quel est votre niveau de satisfaction concernant les actions du mandat ?



Les résultats montrent que **63% des répondants ont suivi les activités** de Traits-d'Union que ce soit régulièrement ou occasionnellement. C'est un résultat intéressant qui montre aussi que cette enquête a pu se diffuser au-delà du public habitué du mandat car au moins 36% n'avaient pas du tout suivi ses activités.

L'analyse des niveaux de satisfaction montre premièrement une **évaluation neutre ou sans opinion des actions réalisées**. Selon les questions, 40 à 66% des répondant-es indiquent être sans opinion ou n'être ni satisfait ou insatisfait. Preuve d'un manque d'information ou d'intérêt suffisant pour se pencher davantage sur l'évaluation.

Néanmoins parmi les personnes ayant exprimé un avis tranché, le **niveau de satisfaction** (de 22 à 40% de réponses “satisfaites” ou “très satisfaites”) **prime largement sur le niveau d’insatisfaction** (de 9 à 16% de réponses “peu satisfait” ou “pas du tout satisfait”). Preuve que **l’évaluation des répondants est globalement positive** (même si des biais peuvent avoir exacerbé le résultat).

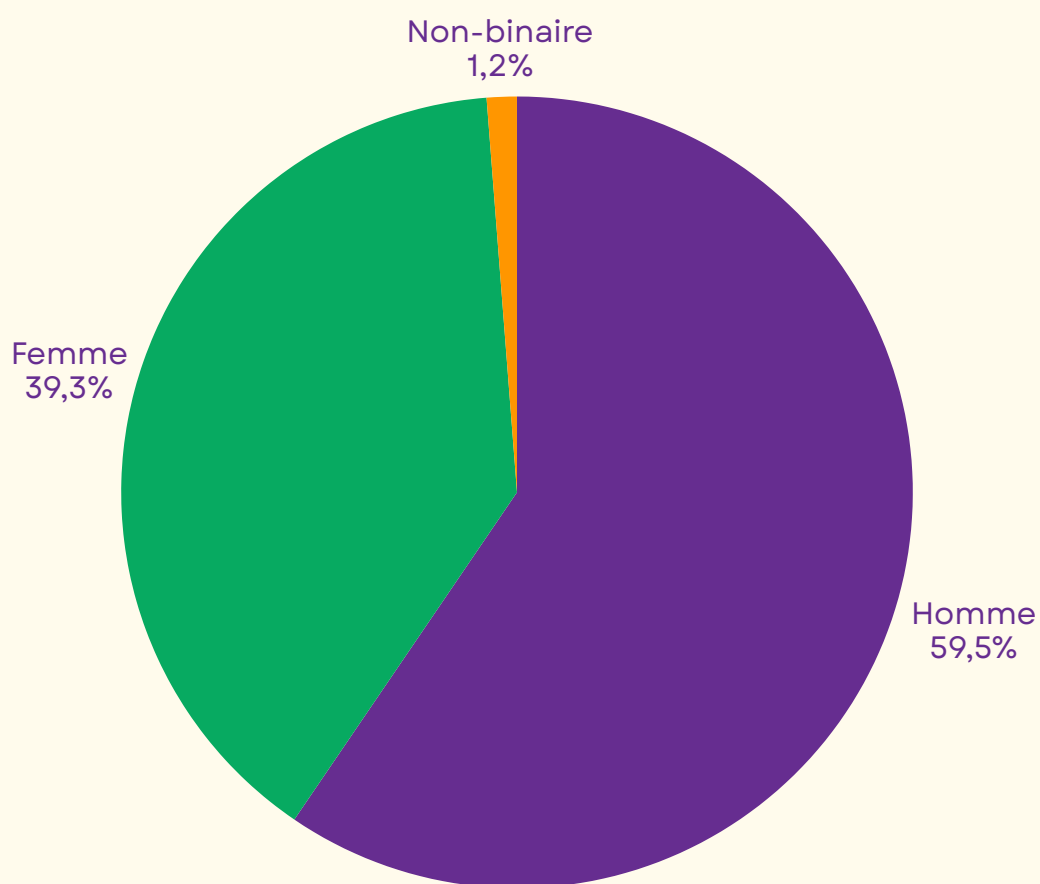
On notera aussi que **la réponse avec le plus de réponses positives est celle de la qualité des informations communiquées** ce qui est loin d’être anodin au vu des nombreux résultats présentés ci-dessus où les problèmes d’accès à l’information étaient récurrents.



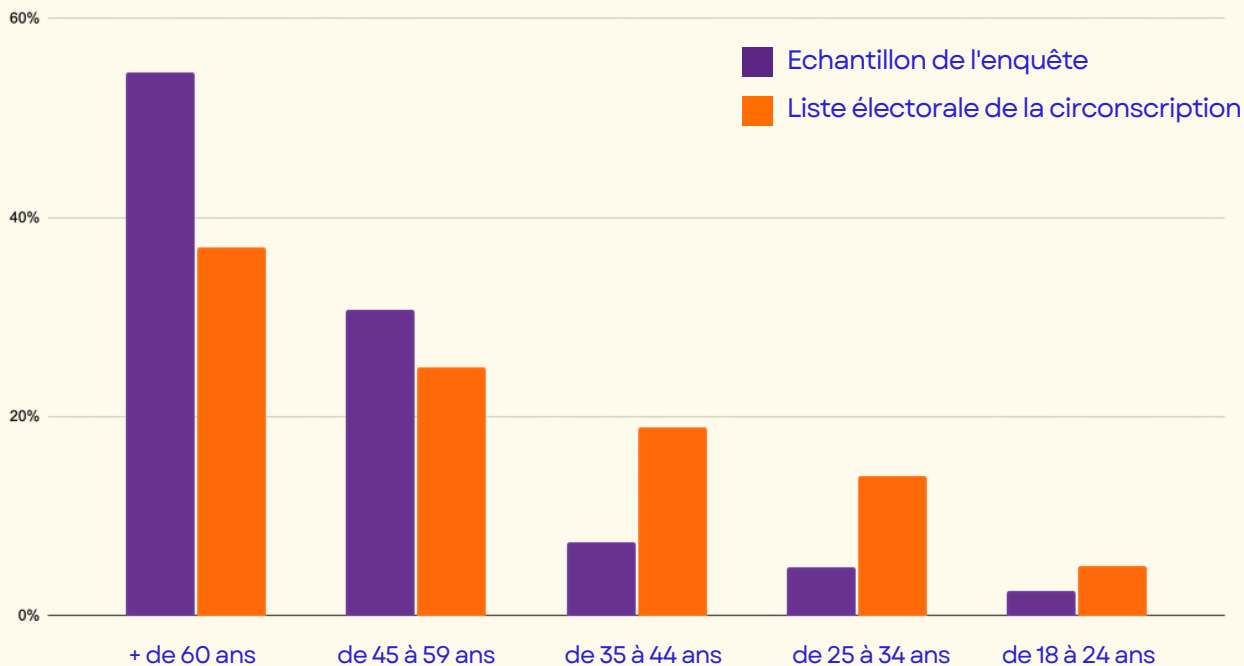
12. PROFIL DES PARTICIPANTS ET VÉRIFICATION DE L'ÉCHANTILLON

Graphique 17 : le genre des répondant-es

Vous vous identifiez comme?

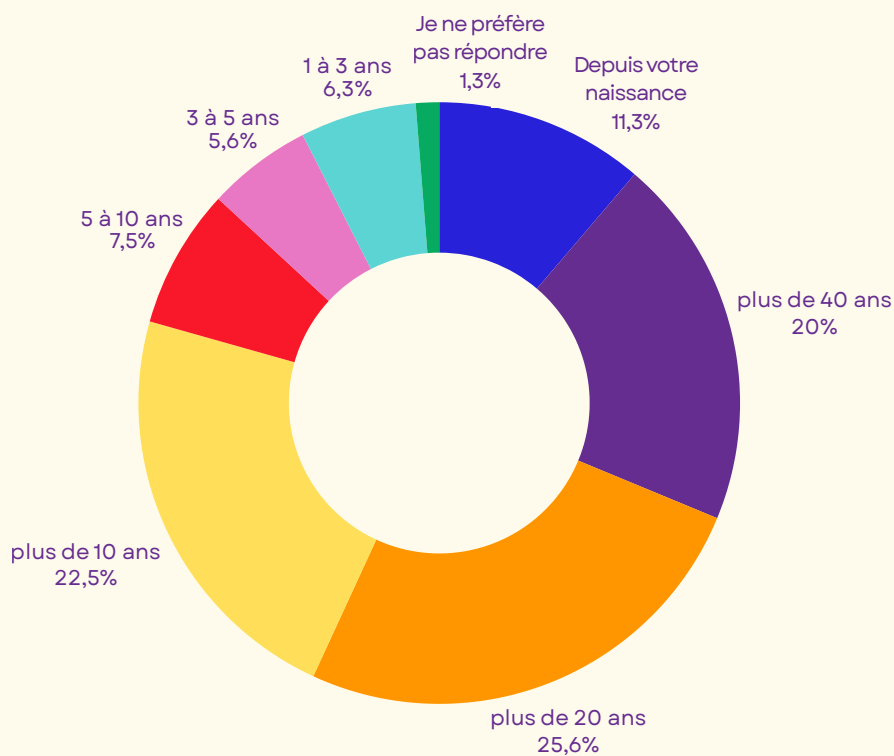


Graphique 18 : répartition par tranche d'âge



Graphique 19 : temps de résidence au Brésil

Depuis combien de temps vivez-vous au Brésil ?



Graphique 20 : possession de la double-nationalité des répondant-es

En plus de votre nationalité française, avez-vous aussi la nationalité brésilienne ?



Graphique 21 : État de résidence

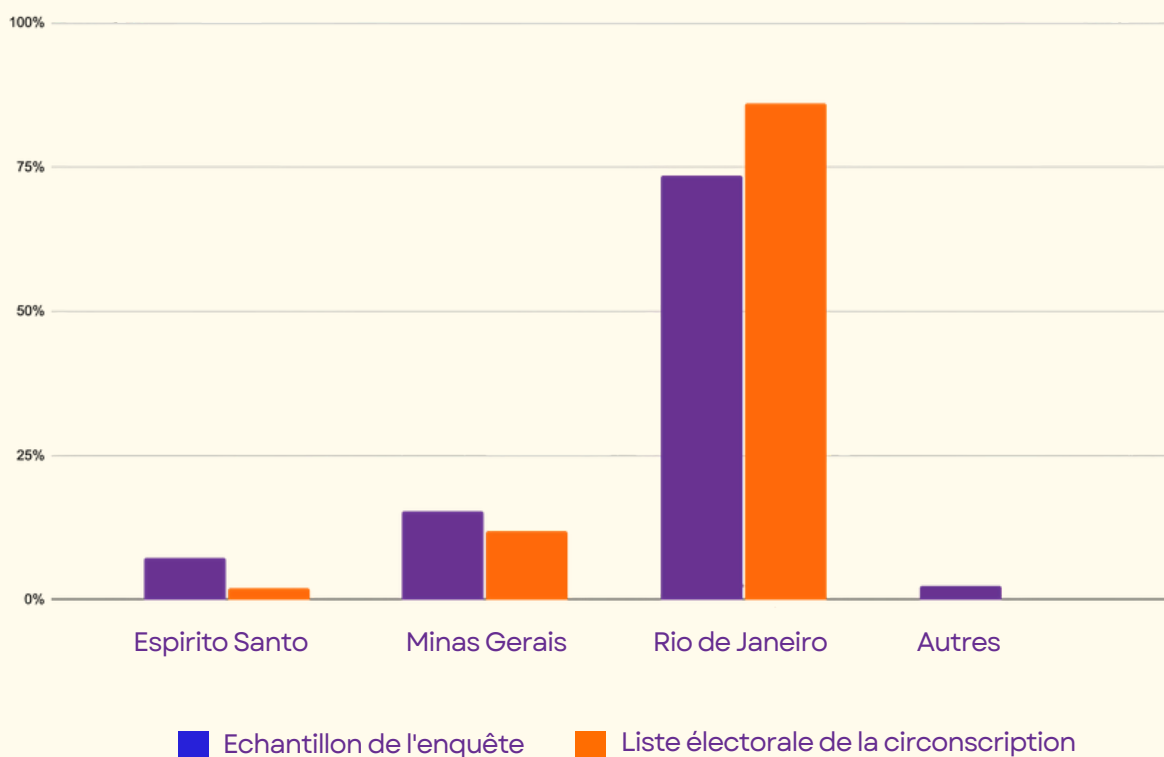


Tableau 3 : La situation économique actuelle des répondant·es

VOTRE SITUATION ACTUELLE	NOMBRE	%
Indépendant (Profession libérale, chef d'entreprise, MEI)	64	39%
Retraité·e	48	29%
Salarié·e (Contrat local)	19	12%
En recherche d'emploi	10	6%
Expatrié·e	5	3%
Sans activité	5	3%
Autre situation	5	3%
Étudiant·e	3	2%
Parent / aidant·e	2	1%
Je ne préfère pas le dire	2	1%

L'échantillon ayant répondu à l'enquête représente majoritairement des hommes, âgés et installés depuis longtemps au Brésil, voire souvent binationaux. Ces chiffres sont proches de la réalité de notre circonscription, même si certains profils sont légèrement surreprésentés.

L'enquête a été répondue à 59% par des hommes. Ce chiffre peut surprendre, mais il n'est pas déconnecté de la réalité de la circonscription. En effet, sur la base d'une analyse des prénoms du fichier de la liste électorale consulaire, on obtient un total de 53% de prénoms supposés masculins.

Ils ont généralement **plus de 45 ans. Les moins de 35 ans sont très peu représentés.** L'échantillon est donc globalement âgé. Si l'on compare avec la répartition des âges des personnes inscrites sur la liste électorale consulaire, on constate que la part des personnes âgées est aussi plus importante, mais moins significativement. L'échantillon de l'enquête comporte 86% répondants âgés de plus de 59 ans, contre 62% pour la liste électorale.

Concernant les moins de 18 ans. Notre enquête n'a reçu aucune réponse de jeunes de moins de 18 ans. Nous ne disposons pas d'éléments de comparaison sur le nombre de mineurs français résidant dans la circonscription car les données de la liste électorale se limitent aux personnes en âge de voter.

Une majorité vit dans le pays depuis longtemps : plus de 10 ans pour une grande partie des répondants, dont une proportion importante depuis plus de 20 ou 40 ans. **41% des répondants déclarent être binationaux.**

La répartition des répondant·es dans les 3 états de la circonscription est aussi relativement représentative de la réalité, malgré une légère surreprésentation des répondants dans les États du Minas et Espirito Santo.

Enfin, la situation professionnelle montre une **forte présence d'indépendants (39 %) et de retraités (29 %)**, ce qui confirme le profil plutôt senior et installé des participants. En guise de comparaison, sur le territoire hexagonal français, la part des travailleurs indépendants est d'environ 10 % de la population. La part de retraités est sensiblement équivalente avec 20% de la population.

Ils ont généralement **plus de 45 ans. Les moins de 35 ans sont très peu représentés.** L'échantillon est donc globalement âgé. Si l'on compare avec la répartition des âges des personnes inscrites sur la liste électorale consulaire, on constate que la part des personnes âgées est aussi plus importante, mais moins significativement. L'échantillon de l'enquête comporte 86% répondants âgés de plus de 59 ans, contre 62% pour la liste électorale.³

Une majorité vit dans le pays depuis longtemps : plus de 10 ans pour une grande partie des répondants, dont une proportion importante depuis plus de 20 ou 40 ans. **41% des répondants déclarent être binationaux.**

La répartition des répondant-es dans les 3 états de la circonscription est aussi relativement représentative de la réalité, malgré une légère surreprésentation des répondants dans les États du Minas et Espirito Santo.

Enfin, la situation professionnelle montre une **forte présence d'indépendants (39 %) et de retraités (29 %)**, ce qui confirme le profil plutôt senior et installé des participants. En guise de comparaison, sur le territoire hexagonal français, la part des travailleurs indépendants est d'environ 10 % de la population. La part de retraités est sensiblement équivalente avec 20% de la population.

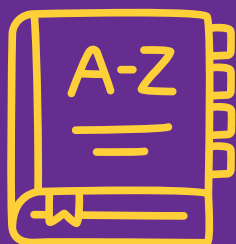
³ Concernant les moins de 18 ans. Notre enquête n'a reçu aucune réponse de jeunes de moins de 18 ans. Nous ne disposons pas d'éléments de comparaison sur le nombre de mineurs français résidant dans la circonscription car les données de la liste électorale se limitent aux personnes en âge de voter.

MÉTHODOLOGIE DE L'ANALYSE

L'enquête, traduite en français et portugais, a recueilli

163 réponses au total.

Dont **133 en français** et **30 en portugais.**



Le nombre de questions présentes dans le questionnaire variait selon les priorités de chaque répondant-es, entre

22 et 36 questions

La diffusion de l'enquête s'est faite via des envois d'email sur la liste électorale consulaire et sur les réseaux sociaux.



L'analyse du questionnaire s'appuie directement sur sa structure. **Les questions sont organisées par grandes priorités thématiques.** Certaines priorités sélectionnées, ouvrent sur un nombre variable de questions d'approfondissement. Cela implique que certaines questions thématiques n'ont pas toutes recueilli le même nombre de réponses.

Ci-dessous, les thématiques concernées par un nombre partiel de réponses :



Les droits à la retraite : **59**



L'écologie et le réchauffement climatique : **44**



L'éducation, le système français et les bourses scolaires : **32**



L'emploi et l'entrepreneuriat : **31**



Les droits des femmes et personnes LGBTQ+ : **8**

Les résultats sont présentés sous forme de tableaux et de graphiques, afin de rendre visibles la répartition des réponses et les principales tendances observées. **Ces supports permettent d'identifier les priorités les plus fréquemment citées, les profils concernés, ainsi que les niveaux de satisfaction exprimés.**

L'analyse repose sur une lecture descriptive des données, complétée par une mise en perspective des résultats, en tenant compte **du contexte spécifique des Français-es établis dans la 2^e circonscription du Brésil.**



TABLE DES FIGURES

Graphique 1 : Répartition des priorités exprimées par les répondant-es	7
Graphique 2 : Niveau de satisfaction concernant l'accès aux droits et à l'information	9
Graphique 3 : Niveau de satisfaction sur des services consulaires	12
Graphique 4 : Niveau de satisfaction envers les élu-es	14
Graphique 5 : Rapport des répondant-es au vote	15
Tableau 1 : Note sur les services consulaires et les élu-es	16
Graphique 6 : Répartition des répondant-es selon leur couverture santé	17
Graphique 7 : Difficultés rencontrées pour accéder aux soins au Brésil	19
Graphique 8 : Rapport des répondant-es à la retraite	20
Graphique 9 : Niveau d'information perçu sur les droits à la retraite des Français-es vivant au Brésil	21
Graphique 10 : Problèmes rencontrés par les répondant-es dans leurs démarches liées à la retraite	22
Graphique 11 : Considérations sur l'action climatique du Gouvernement français	23
Graphique 12 : Situation financière déclarée des Français-es vivant au Brésil	25
Tableau 2 : Le lien à l'éducation des répondant-es	27
Graphique 13 : Problèmes rencontrés face à l'éducation	28
Graphique 14 : Besoins en matière d'emploi et entrepreneuriat	30
Graphique 15 : Suivi des activités du mandat	33
Graphique 16 : Satisfaction vis-à-vis des actions du mandat sur la période 2021 - 2026	34
Graphique 17 : Le genre des répondant-es	36
Graphique 18 : Répartition par tranche d'âge	37
Graphique 19 : Temps de résidence au Brésil	37
Graphique 20 : Possession de la double-nationalité des répondant-es	38
Graphique 21 : État de résidence	38
Tableau 3 : La situation actuelle des répondant-es	39





Traits-d'Union

CRÉDITS DE PUBLICATION :

Direction de la publication : Mélanie Montinard et Florence Poznanski

Création de l'enquête et analyse des données : Inaé Cuvier et Florence Poznanski

Révision : Mélanie Montinard et Florence Poznanski

Design et mise en page : Júlia Rocha